

# Un mémorial pérenne en mémoire des victimes du génocide des Tutsi, à Paris

Roxana Azimi

Le Monde, 1<sup>er</sup> juin 2026

**Une double stèle de l'artiste Grada Kilomba, élevée sur l'esplanade Habib-Bourguiba surplombant la Seine dans la capitale, doit être inaugurée mardi 2 juin par Emmanuel Macron et le président rwandais, Paul Kagame.**

L'épure pour dire l'horreur. Au milieu de l'agitation urbaine du quai d'Orsay à Paris, deux blocs de laiton noir posés sur une dalle de pierre de lave se dressent depuis quelques jours sur l'esplanade Habib-Bourguiba, surplombant la Seine. Cette double stèle de l'artiste Grada Kilomba, commandée en mémoire aux victimes du génocide des Tutsi au Rwanda, sera inaugurée le 2 juin par Emmanuel Macron et le président rwandais, Paul Kagame. Une œuvre qui surprend par ses dimensions humaines : on a rarement vu mémorial si peu démonstratif.

Quelques mots sobres gravés dans le métal rappellent la tragédie : entre le 7 avril et le 4 juillet 1994, plus de 1 million d'hommes, de femmes et d'enfants ont été massacrés parce qu'ils étaient Tutsi. « *Ici, comme une archive, reposent les voix et les mots, les souvenirs et les expériences, les sentiments et*

*les espoirs des victimes et des survivants* », peut-on lire – en français, en anglais et dans les deux langues officielles rwandaises, le kinyarwanda et le swahili. Sur les quatre flancs les plus étroits de la structure résonnent les hauts lieux de cette mémoire classés à l'Unesco : Nyamata, Murambi, Gisozi et Bisesero (Rwanda).

A l'heure des symboles, c'est aussi pour la France une manière de faire amende honorable après son rôle accablant dans ce troisième génocide du XX<sup>e</sup> siècle. « *Il faut situer cette commande dans les trente-deux dernières années, tient à rappeler l'historien Marcel Kabanda, président de l'association Ibuka France, qui œuvre depuis 2002 à préserver la mémoire des victimes et des rescapés. C'est une histoire douloureuse, marquée au fer rouge, qui a aussi pesé sur les relations franco-rwandaises.* »

## Faillite française

La part de responsabilité de la France dans ce massacre a longtemps empoisonné les re-



Le mémorial pour les victimes du génocide des Tutsi, sur le Quai d'Orsay à Paris, en mai 2026. CNAP

lations diplomatiques entre Paris et Kigali. Malgré la mission parlementaire de 1998 dirigée par le député Paul Quilès (1942-2021), les aveux de Nicolas Sarkozy sur les « *erreurs* » françaises et l'ouverture des archives par François Hollande en 2015, de larges zones d'ombre ont persisté. Jusqu'au rapport commandé par Emmanuel Macron à une commission d'historiens présidée par Vincent Duclert. Après avoir accédé à des archives ultra-confidentielles, leur verdict livré en 2021 est sans appel : la France porte des « *responsabi-*

*lités lourdes et accablantes* » dans le génocide perpétré par le pouvoir extrémiste hutu.

Entre 1990 et 1994, Paris s'est enfermé dans un aveuglement idéologique, une lecture coloniale et ethnique. Aux yeux des historiens, l'Elysée a failli à trois niveaux : en armant la dérive, en n'arrêtant pas les massacres, puis en orchestrant un déni officiel. En mai 2021, à Kigali, Emmanuel Macron pose les mots sur la faillite française. Dans un discours historique, le chef de l'Etat reconnaît la « *responsabilité accablante* » de la France dans l'engrenage du pire, sans toutefois aller jusqu'à parler de « *culpabilité* » ou de « *complicité* ».

Ce geste décisif parachève un processus mémoriel amorcé en 2019, après l'instauration en France d'une journée nationale de commémoration du génocide des Tutsi, chaque 7 avril. Avant cela, quelques élus avaient veillé à ce que ce drame reste dans les mémoires. Dès 2011, la mairie de Cluny ouvrait la voie en érigeant une première stèle, rapidement imitée par une dizaine de communes telles que Bègles (Gironde), Toulouse, Montpellier, Lyon, Strasbourg ou Rouen – cette dernière a été vandalisée en avril.

A Paris, le recueillement s'organisait jusqu'à présent autour de la stèle du cimetière du Père-Lachaise et de l'espace mémoriel du parc de Choisy. « *Mais, insiste Marcel Kambanda, il nous fallait un monument national, pérenne et inaliénable, inscrit dans le registre du patrimoine français.* »

## Cahier des charges contraignant

En 2023, l'Etat et la Ville de Paris finissent par lancer une commande publique, cadrée par une note d'intention rédigée par l'association Ibuka et dotée d'une enveloppe de 500 000 euros. S'engage alors pour le Centre national des arts plastiques (CNAP), qui pilote le projet, la quête du lieu idoine pour l'ériger. Le cahier des charges est contraignant. « *Il fallait un endroit aéré et vert, qui permette l'organisation de rassemblements et qui ait une portée au sol suffisante* », résume Laurence Patrice, élue parisienne chargée des questions de mémoire. Le choix se porte rapidement sur l'esplanade Habib-Bourguiba, dans le 7<sup>e</sup> arrondissement, à deux pas du monumental Messenger, de Zadkine, à un jet de pierre d'un autre mémorial, dédié au génocide arménien, érigé sur l'autre rive de la Seine.

En février 2024, Grada Kilomba remporte la mise face à quatre autres finalistes. Née au Portugal de racines angolaise et santoméenne, l'artiste, qui est aussi analyste, a pour habitude d'explorer les notions de mémoire, de traumatisme et de postcolonialisme. Ce regard critique s'enracine aussi dans ses souvenirs de 1994, marqués par l'écho médiatique de la tragédie rwandaise. « *J'étais assez jeune quand le génocide a eu lieu, mais assez mûre pour comprendre la politique, le degré de violence et les atrocités* », confie-t-elle d'une voix douce.

Très vite s'impose à elle la question qui tourmente tant d'auteurs : comment repré-

senter l'innommable ? Comment témoigner d'un génocide avec pudeur et clarté, en honorant la dignité des survivants ? Ce dilemme divisait déjà les rescapés de la Shoah. Là où l'écrivain Primo Levi (1919-1987) prônait une parole claire, ancrée dans le témoignage brut de l'expérience concentrationnaire, le poète Paul Celan (1920-1970) préférait la poésie hermétique, seule capable à ses yeux de porter l'opacité tragique du drame.

## « Fragment de la terre rwandaise »

Grada Kilomba avait initialement envisagé une œuvre figurative habitée par la figure du Sphinx, qui « *interroge la mémoire de la cité : il demande ce qui s'est passé, dévore ceux qui ont oublié leur histoire et libère la ville dès que la vérité éclate* », explique-t-elle. Mais son voyage au Rwanda et sa rencontre avec les survivants et leurs descendants, en septembre 2024, fait tout basculer. « *Au fil des échanges, j'ai compris que la violence était telle qu'il fallait absolument bannir l'imagerie figurative au profit d'un langage abstrait et graphique, plus universel* », raconte-t-elle.

C'est aussi de ce voyage que Grada Kilomba tire l'idée d'une dalle de pierre de lave inspirée des motifs géométriques « imigongo » (de l'art traditionnel rwandais), pour introduire « *un fragment de la terre rwandaise au cœur de Paris, comme un geste d'humilité et de respect* », précise-t-elle. En l'empruntant, « *vous entrez sur la terre de ceux qui sont morts* ».

Directeur du CNAP depuis janvier, Martin Bethenod replace cette œuvre dépouillée dans la lignée des mémoriaux existants, « à celui contre le fascisme de Jochen Gerz à Hambourg [Allemagne], ou du mémorial de la Shoah de Peter Eisenman à Berlin, ou le monument aux homosexuels persécutés par le régime nazi, par Elmgreen et Dragset ». Chaque fois, ajoute-t-il, « on retrouve un élément de vocabulaire presque incontournable, l'idée du

*monolithe, du bloc d'abîme* ».

Le dépouillement absolu que revendique Grada Kilomba plaît à Marcel Kabanda. « *Ce que j'apprécie dans cette œuvre, c'est qu'elle ne fait pas dans le spectaculaire* », fait valoir le président de l'association Ibuka, qui voit dans le petit couloir séparant les deux stèles une invitation au dialogue. « *Ce vide a un sens, dit-il, celui d'une absence qu'on accepte, d'une absence qu'on assume.* »